

# UN «STATUT SOCIAL ÉTUDIANT» EN DÉBAT ?

L'année 1996 sera marquée par les «Etats Généraux» concocté par notre ministre de l'Education Nationale, François Bayrou. Ses projets concernent plusieurs aspects de la vie étudiante (réforme des premiers cycles, insertion professionnelle, etc.). Nous estimons que le rôle du syndicalisme est d'informer les étudiants sur les graves atteintes à nos droits; aussi nous livrons des informations sur la question de l'aide sociale et du «statut social étudiant» que le gouvernement souhaite mettre en place.

## Une campagne malsaine.

Le ministère de l'Éducation Nationale envisage de créer un «statut social étudiant» pour la rentrée 1996-97. L'ensemble des acteurs de l'université sont appelés à participer aux débats. Depuis le mois de décembre, une campagne est entamée sur la question. Le journal L'Étudiant a ouvert la danse en proposant, entre autres, de développer les prêts bancaires, s'inscrivant en cela dans les projets gouvernementaux. La SMENO propose une «participation des mutuelles d'étudiants à la maîtrise des dépenses de santé», ce qui revient au plan Juppé sur la Sécu. et qui demande à la population de réduire ses dépenses médicales.



## Les objectifs inavouables du gouvernement

Rappelons que l'un des axes du gouvernement est la réduction des dépenses publiques. L'aide sociale représente 40% du budget de l'enseignement supérieur et le gouvernement a déjà récupéré 1 milliard de francs sur le dos des colocataires qui touchent l'ALS! M. Bayrou a aussi annoncé que le «statut social étudiant» serait discuté sur la base des 16 milliards actuellement donné par l'État à l'aide sociale étudiante. Cette enveloppe budgétaire ne serait pas revue à la hausse mais l'objectif n'est pas là. Il s'agit de faire main basse sur l'aide sociale, de substituer des Bourses par des prêts bancaires, d'établir une nouvelle «aide sociale» après la casse de la Sécurité Sociale.

## Se préparer à combattre les mesures anti-sociales!

Nombre d'organisations, d'associations de journaux, participent au «débat» avec Bayrou. Pour notre part, nous n'avons nullement pour ambition de discuter sur les bases du gouvernement. Notre rôle est d'alerter les étudiants sur les dangers à venir contenus dans ce projet de «statut social étudiant» afin de préparer la mobilisation contre les plans anti-sociaux.

**-Association Caennaise des Etudiants-  
Union Nationale des Etudiants de France**  
bâtiment des Sciences, 1er cycle, porte 543  
tél. : 31 45 55 00 poste 3360